

Que le gouvernement fédéral fasse un référendum parmi les détenteurs de permis de la Commission canadienne du blé pour permettre aux céréaliers de choisir eux-mêmes entre les recommandations de la commission Hall et celles du rapport Gilson et que l'on tienne par ailleurs un référendum démocratique avant de présenter cet automne à la Chambre des communes un projet de loi sur le transport des grains dans l'Ouest.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: Non.

* * *

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

LES PROPOS DU PRÉSIDENT DE DEVCO AU DÎNER DU PARTI LIBÉRAL—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bill Wright (Calgary-Nord): Madame le Président, le président du Conseil du Trésor a congédié Neil Fraser pour avoir exprimé son opinion sur la politique du gouvernement, et le premier ministre a limité la liberté d'expression en déclarant que les fonctionnaires ne peuvent que philosopher sur la politique de l'État. Devant les propos tenus la semaine dernière par Steve Rankin, président de Devco, une société de la Couronne, lors d'un dîner du parti libéral à West Bay, en Nouvelle-Écosse, je propose, appuyé par le député de Central Nova (M. MacKay):

Que le président du Conseil du Trésor fasse une déclaration afin d'établir s'il existe deux classes de fonctionnaires fédéraux en matière de liberté d'expression, selon notamment leur affiliation politique.

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: Non.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'EMPLOI

LE BUDGET—L'AFFECTATION DE FONDS À LA CRÉATION DIRECTE D'EMPLOIS

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Évidemment, le ministre sait que, dans l'exposé budgétaire du ministre des Finances lundi soir, ce dernier a dit ou donné l'impression que 750 millions de dollars seraient affectés à la création d'emplois. En fait, voici ce que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a dit hier soir au sujet de la création d'emplois:

C'est pour cela que le gouvernement a mis de côté dans son budget 2.3 milliards de dollars pour créer immédiatement 200,000 emplois.

Il a ajouté:

Nous avons accru de 450 millions l'aide à la création directe d'emplois.

Questions orales

Ces déclarations et ces chiffres sont carrément trompeurs et, à mon sens, déroutants à dessein. J'aimerais que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration confirme à la Chambre que son ministère a reçu 100 millions de dollars pour la création directe d'emplois cette année, non pas 2.3 milliards, ni 750 millions, ni 450 millions. Le ministre le confirmerait-il?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, à vrai dire, je ne sais pas de quoi parle le député de Rosedale. Ce sont ses chiffres qui sont tout à fait déroutants, car les affectations de fonds sont précisées très clairement dans l'exposé budgétaire. Compte tenu des fonds additionnels engagés par le budget, le gouvernement dépensera cette année plus que jamais auparavant pour créer directement des emplois, soit presque 60,000 ou 70,000 nouveaux emplois, en plus de 115,000 ou 120,000 autres annoncés dans les prévisions budgétaires de cette année. Le montant global que nous consacrons à la création directe d'emplois n'a absolument rien à voir avec les fonds destinés au logement ou à l'expansion économique. Le montant dont mon ministère dispose cette année pour créer directement des emplois dépasse largement les 650 millions de dollars.

LE CHIFFRE DONNÉ DANS LES DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, voici le ministre qui cite encore des chiffres absurdes et tente de nous emberlificoter. S'il se reporte à la page 13 des documents budgétaires, il constatera que de nouvelles mesures seront prises pour effectuer des dépenses. Il y a tout d'abord les mesures visant à créer directement des emplois. Il ne s'agit pas de 450 millions, de 250 millions, de 750 millions ni certes pas de 2.3 milliards, mais de 100 millions de dollars. On trouve ce chiffre à la page 13 des documents budgétaires. Pourquoi le ministre ne l'avoue-t-il pas?

Des voix: Bravo!

M. McGrath: Au lieu de tenter d'induire les Canadiens en erreur.

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, il n'y a qu'un seul groupe à la Chambre qui tente d'induire les Canadiens en erreur et c'est le groupe d'en face.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: A un moment où le Canada a besoin d'une lueur d'espoir et d'inspiration...

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: ... l'opposition dénature effrontément les faits et sème la confusion. La chose a un effet néfaste sur la croissance économique du Canada. Notre plus grave problème économique se trouve en face de nous.

Des voix: Bravo!